

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

Pays : MADAGASCAR

Document de Projet

| | |
|---------------------------------------|---|
| Titre du projet | Appui à l'Alphabétisation |
| Effet UNDAF : | Une croissance économique inclusive, promue, favorable aux groupes vulnérables |
| Effet CPAP : | Les jeunes et adolescents exclus du système scolaire et des filles à risque en fin de cycle primaire bénéficient d'opportunités éducatives |
| Résultats attendus : | <ol style="list-style-type: none">1. Le cadre institutionnel et réglementaire est opérationnel2. Le dispositif du suivi et évaluation des actions d'alphabétisation est mis en place et opérationnel3. La base de données sur l'alphabétisation est mise en place et exploitable4. Les firmes intervenant dans les zones couvertes sont formées aux normes de l'alphabétisation5. Le Fonds national pour l'alphabétisation est mis en place et opérationnel6. Les échanges des connaissances et meilleures pratiques sont promus |
| Partenaire de Mise en Oeuvre : | Ministère de l'Education Nationale |
| Parties Responsables : | Unité de gestion de projet, Prestataires Partenaires de Services sociaux |

Brève Description

Le présent projet fait suite à l'appui apporté par le PNUD au Secteur de l'Education, démarré en 2008.

Les actions à mettre en œuvre cadrent dans le contexte sociopolitique qui prévaut à Madagascar depuis la fin du mois de Janvier 2009. Ledit contexte a conduit à la déclaration de Madagascar comme « pays en situation spéciale de développement - SSD » par l'Equipe de pays du Système des Nations Unies, lors de sa réunion ordinaire du 22 avril 2009.

Aussi, le PNUD se propose-t-il d'intervenir en soutenant les populations les plus vulnérables et les plus démunies par des actions permettant de créer les conditions pérennes d'auto développement de ces populations. Par conséquent, seules les activités à caractère technique seront réalisées au cours de cette année 2009, tandis que les activités requérant des décisions politiques et dépendant des facteurs institutionnels seront reportées ultérieurement.



(Handwritten signature)

De ce fait, le présent projet, tout en aidant à faire face aux problématiques de développement rencontrées actuellement au niveau des communautés, contribuera à la préparation de « la reprise normale », à travers la conduite des activités suivantes :

- Effectuer l'étude sur l'intégration du genre et des handicapés dans le document de Programme national d'alphabétisation ;
- Créer et valider un système de classification de firmes et les former sur les Normes de références ;
- Concevoir et valider le mécanisme national de suivi évaluation de l'alphabétisation ;
- Mettre en place la base de données sur l'analphabétisme, intégrant le genre et les handicapés, et la rendre opérationnelle et exploitable ;
- Diffuser les Normes de conduite et la pratique de campagne d'alphabétisation ;
- Réaliser et valider le diagnostic des besoins en financement pour réaliser les activités d'alphabétisation ;
- Mobiliser les ressources auprès des différents bailleurs de fonds ;
- Définir le mécanisme de gestion, de responsabilités fiduciaires et d'accès au Fonds national pour l'alphabétisation ;
- Elaborer le partenariat avec la structure gestionnaire du fonds :
- Assurer le partage des acquis et des meilleures pratiques en matière d'alphabétisation.

Il permet également de réduire les délais de relance ultérieure et de faciliter la mise en œuvre des diverses aides des autres partenaires.

| | | | |
|--|------------------|---------------------------------|-------------|
| Période du Programme : | 2008-2011 | Budget PTA 2009 : | 250,000 USD |
| Domaine de Résultats-clés (Plan Stratégique) : | 2 | Ressources totales requises : | 250,000 USD |
| Atlas Award ID : | | Total des ressources allouées : | 250,000 USD |
| Date de début : | 1er juillet 2009 | • Fonds réguliers : | 250,000 USD |
| Date de fin : | 31 décembre 2009 | • Autre : | - |
| Date de la revue du projet : | 19 janvier 2009 | Budget non financés : | - |
| Date de la décision SSD : | 22 avril 2009 | Contributions en nature : | - |
| Arrangement de gestion : | NIM assistée | | |

Accepté par le Partenaire de Mise en Oeuvre :



Michel Botomazava

Secrétaire Général

11 JUN 2009

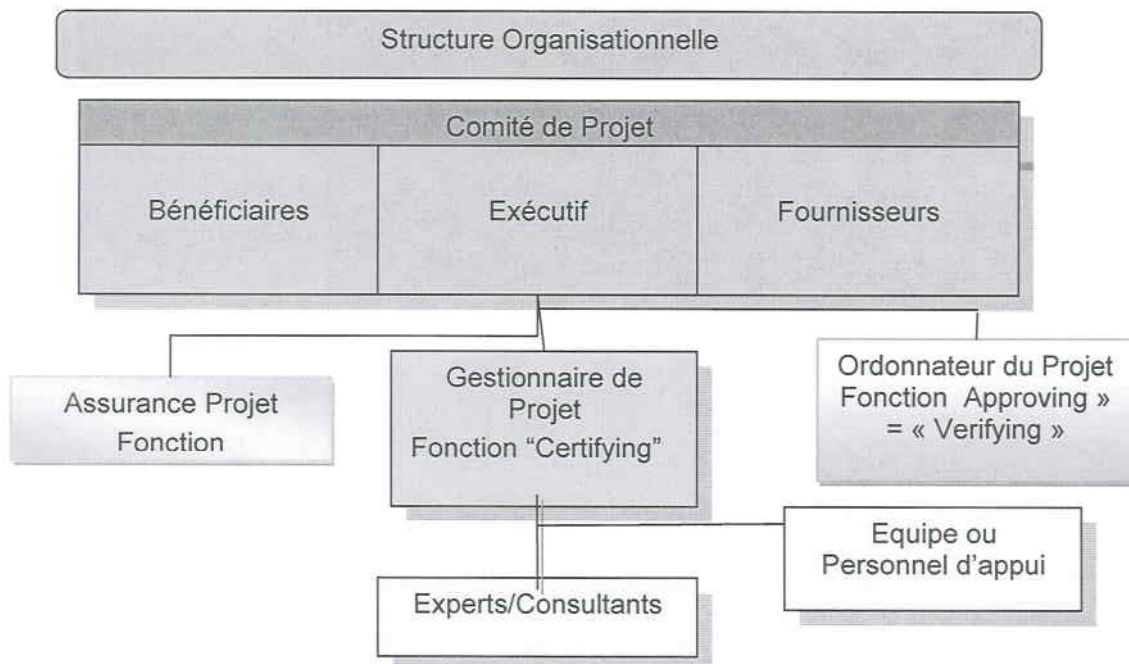
Accepté par le PNUD :



Corneille Agossou
Représentant Résident Adjoint (P)

11 JUN 2009

I. ARRANGEMENTS DE GESTION



1.1 Le partenaire de mise en œuvre est le Ministère de l'Éducation nationale.

1.2 Compte tenu du contexte socio-politique actuel, qui a conduit l'Équipe de Pays du Système des Nations Unies à une adoption de « situation spéciale de développement », ¹ le partenaire de mise en œuvre du projet sera assisté par une unité de gestion de projet sous la supervision directe du PNUD.

1.3 Le Comité de Projet est la principale instance décisionnelle du projet, en charge des orientations du projet et de la validation de ses résultats. Il comprend les fonctions suivantes :

- **L'Exécutif, qui préside le Comité de projet, est représenté par le Secrétaire Général du Ministère de l'Éducation Nationale.**

La fonction de l'Exécutif est incompatible avec celle du Directeur National du Projet.

- Le Fournisseur principal est constitué des structures censées réaliser les produits du projet. A ce titre, il comprendra les représentants de toutes les parties responsables ;

- Les Bénéficiaires directs, qui sont les cibles, sont la Direction de l'Alphabétisation, les Firmes, partenaires sociaux et les Communautés de base.

En tant que tels, les cibles doivent être consultées sur les critères de qualité de la plupart des activités programmées.

Les Agences du Système des Nations Unies apporteront leurs expertises en tant que partenaires techniques selon leur spécialité et domaines respectifs.

¹ La note verbale concernant la SSD est en annexe.

1.4 Le **Directeur National du projet est le Directeur de l'Alphabétisation**, il est l'*Ordonnateur du projet*. Le Directeur National est désigné par le Partenaire de Mise en Œuvre pour assurer la mise en œuvre globale et pour veiller à la cohérence des actions du projet avec les politiques et orientations stratégiques sectorielles. Il doit aussi mobiliser les ressources pour l'atteinte des résultats du projet.

1.5 Le **Gestionnaire du projet est le *certificateur du budget***. Par délégation du Directeur National du Projet, il est responsable de la coordination des activités du projet et assure l'atteinte des résultats dans le document de projet, suivant la norme de qualité requise.

1.6 Le **rôle de Vérificateur de projet est assuré par l'Administrateur de Programme** en charge du secteur de l'Emploi au sein du PNUD.

Les termes de référence du Comité de Projet, ainsi que les attributions respectives du Directeur national, du Vérificateur du Projet et du Gestionnaire du projet, sont détaillés en annexe du présent Programme de Travail Annuel.

Le Directeur National et le Gestionnaire du projet assurent conjointement la réalisation des activités opérationnelles aussi bien au niveau central qu'au niveau décentralisé et sont co-responsables de la qualité des résultats du projet. Ils sont redevables de l'utilisation efficiente et efficace des ressources, ainsi que de l'utilisation rationnelle des biens et équipements acquis dans le cadre de ce projet, dans le respect des procédures en vigueur. Ils sont assistés par un Responsable Administratif et Financier, qui a la responsabilité de veiller à l'observance des procédures administratives et financières applicables. En tant que tels, toutes les demandes d'avance ou paiement doivent revêtir leurs deux signatures ou celles de leurs intérimaires. Quant aux chèques émis sur le compte d'opération du projet, ils doivent revêtir au moins deux signatures, dont celle du Responsable Administratif et Financier.

1.7 Les remises d'espèces aux Partenaires de mise en œuvre se feront selon les dispositions du CPAP contenues dans les alinéas 6.4 à 6.9.

L'ensemble du personnel du projet est sous contrat PNUD et évalué selon les procédures du PNUD. Des formations seront organisées, selon les besoins, en vue du renforcement des capacités de l'équipe de mise en œuvre. *

Pour assister le partenaire de mise en œuvre, le PNUD fournit les services d'appui ci-après :

- (i) Identification et/ou recrutement du personnel pour le projet ;
- (ii) Identification et facilitation des activités de formation, des études et missions ;
- (iii) Achats de biens et services par le projet.

Ces services feront l'objet d'un recouvrement de coûts, conformément aux dispositions du paragraphe 9.3 alinéa 2 du CPAP, relatives au recouvrement des coûts directs.

Afin d'assurer une gestion financière saine des ressources du projet, les dispositions des paragraphes 7.5 à 7.8 du CPAP s'appliqueront.

1.8 Les présents arrangements de gestion sont transitoires et sont liés au contexte socio-politique actuel à Madagascar, ayant conduit à la déclaration de « Situation Spéciale de Développement (SSD) ». Ils peuvent être revus suivant l'évolution de la situation. Aussi, en cas de blocage des activités du projet dû à des dysfonctionnements au niveau de l'administration publique, le PNUD pourra, sur la seule signature du Représentant Résident ou de son délégataire, autoriser les dépenses sur le projet, après en avoir informé le PMO par écrit.

▪ **Suivi et évaluation :**

Cf. dispositions des paragraphes 7.1, 7.2 et 7.4 alinéa 3 du CPAP.

II. CADRE DE SUIVI ET D'EVALUATION

Conformément aux politiques de programmation et aux procédures mentionnées dans le Guide de l'utilisateur du PNUD, le projet sera suivi de la façon suivante :

PM

TR

Dans le cadre du cycle annuel

- Sur une base trimestrielle, une évaluation de qualité enregistrera les progrès réalisés vers l'atteinte des résultats-clés, basée sur les critères de qualité et les méthodes consignées dans le tableau de la gestion de la qualité ci-dessous.
- Un journal des problèmes sera mis à jour régulièrement par le Facilitateur et activé dans ATLAS par l'Administrateur de Programme en charge du projet, afin de faciliter le suivi et la résolution des problèmes potentiels ou les demandes de changements.
- Sur la base d'une analyse des risques initiale (cf. annexe 1), un journal des risques sera activé dans Atlas et régulièrement mis à jour, en passant en revue les facteurs de l'environnement externe qui pourraient affecter le projet.
- Sur la base de l'information ci-dessus enregistrée dans Atlas, un rapport trimestriel d'avancement (RTA) du projet sera soumis au Comité de projet à travers l'Assurance du projet, en utilisant le format standard de rapport disponible dans l'image instantanée de gestion (Executive snapshot).
- Un journal des leçons apprises sera activé et régulièrement mis à jour afin d'assurer un apprentissage actif et l'adaptation de l'organisation et pour faciliter la préparation du rapport des leçons apprises à la fin du projet.
- Un plan de suivi sera activé dans Atlas et mis à jour afin de suivre les actions et les événements de gestion du projet.

Annuellement,

- **Rapport annuel de revue.** Un rapport annuel de revue doit être préparé par le Facilitateur du Projet et partagé avec les membres du Comité de Projet. Comme exigence minimale, le Rapport annuel de revue devra consister à remplir le format standard du Rapport trimestriel d'activités, couvrant toute l'année, avec des informations mises à jour sur chacun des éléments mentionnés ci-dessus.
- **La revue annuelle du projet.** Sur la base du rapport ci-dessus, une revue annuelle du projet sera organisée durant le quatrième trimestre de l'année ou juste après, afin d'évaluer le progrès réalisé par le projet et pour valider le plan de travail pour l'année suivante. Durant la dernière année, cette revue sera la revue finale. Cette revue est conduite par le Comité de projet et doit impliquer d'autres parties prenantes, le cas échéant. Elle doit se focaliser sur la mesure dans laquelle des progrès sont réalisés par rapport aux produits retenus, lesquels restent alignés par rapport aux effets concernés.

Evaluation de projet

Une évaluation externe du projet sera effectuée au cours du dernier trimestre de mise en œuvre du projet selon des termes de références qui seront préparés au cours du trimestre précédent.

Au-delà de la mesure des simples résultats des activités, elle permettra la mesure des effets et impacts du projet dans la gestion des risques et des catastrophes au niveau des institutions nationales et des collectivités territoriales décentralisées appuyées (régions, districts, communes).

rwj

III. CADRE LEGAL

Ce document, avec le CPAP signé par le Gouvernement et le PNUD, qui en fait par référence partie intégrante, constituent ensemble un Document de Projet tel qu'a défini dans l'Accord de Base Type en matière d'Assistance (SBAA) et toutes les dispositions du CPAP sont applicables à ce document.

En accord avec l'article III de l'Accord de Base Type en matière d'Assistance (SBAA), la responsabilité de la sûreté et de la sécurité du partenaire de mise en œuvre, de son personnel et de ses biens, ainsi que des biens du PNUD placés sous la garde du partenaire de mise en œuvre, incombe au partenaire de mise en œuvre.

Le partenaire de mise en œuvre devra :

- a) mettre en place un plan de sécurité approprié et le maintenir, en prenant en considération la situation de la sécurité dans le pays de mise en œuvre du projet ;
- b) assumer tous les risques et responsabilités liés à la sécurité du partenaire de mise en œuvre, et la pleine exécution du plan de sécurité.

Le PNUD se réserve le droit de vérifier si un tel plan est en place, et d'en proposer des modifications si nécessaire. Le fait de ne pas mettre en œuvre et de tenir un plan de sécurité approprié tel qu'il est requis ci-après sera considéré comme une violation de cet accord.

Le partenaire de mise en œuvre s'engage à entreprendre tous les efforts raisonnables pour veiller à ce qu'aucun des fonds reçus en vertu de ce Document de Projet ne soit utilisé pour soutenir des personnes ou des entités associées au terrorisme et que les bénéficiaires des sommes éventuellement fournies par le PNUD ci-dessous n'apparaissent pas sur la liste tenue par le Comité du Conseil de Sécurité créé par la résolution 1267 (1999). La liste est accessible au <http://www.un.org/Docs/sc/committees/1267/1267ListEng.htm> . Cette disposition doit être incluse dans tous les contrats de sous-traitance ou les sous-accords conclus dans le cadre de ce Document de Projet.

| SP2. Act 1 : Concevoir et valider le mécanisme national de suivi évaluation de l'alphabétisation | | | | | | | | | |
|--|--|---|------|----------------|-------|---------------------|---------------------|--------|--|
| Sous produit 2 : Dispositif de suivi évaluation des actions d'alphabétisation mis en place et opérationnel | - Etablir les TDR du consultant | X | | UGP | 72400 | communication | 1,000 | | |
| | - Lancer le processus de recrutement | | | Prestataire | 72100 | contrat & s/contrat | 4,000 | | |
| | - Effectuer un pré-testing des résultats | X | | | 74500 | divers | 350 | | |
| | - Se concerter avec les équipes régionales | X | 4000 | | 74200 | impression | 3,000 | | |
| | - Finaliser et valider le mécanisme | | | Equipe Régions | | | | | |
| | - Diffuser les documents au niveau des CTD's des zones d'intervention | | | | | | | | |
| Sous Total | | | | | | | 8,350 | | |
| Reg 1. les gaps de capacités du mécanisme de suivi et évaluation au niveau des Communes sont analysés et une couverture de ces gaps est assurée(*) | | | | Equipe Régions | | | | | |
| Total Sous produit 2 8,350 | | | | | | | | | |
| SP3. Act 1 : Elaborer la méthodologie de mise en place d'une base de données sur l'alphabétisme, intégrant le genre et les handicapés | | | | | | | | | |
| Sous produit 3 : Bases de données sur l'alphabétisation mise en place et exploitable | - Rédiger les TDR pour recruter le consultant | | | UGP | 72100 | contrat & s/contrat | 2000 | | |
| | - Faire le suivi de la mission du consultant | X | | Prestataire | 72500 | publication | 500 | | |
| | - Valider la note conceptuelle | | | | | | | | |
| | Sous Total | | | | | | 2,000 | | |
| | - Rédiger les TDR pour recruter les consultants ou le cabinet pour la collecte des données | X | | | | 72100 | contrat & s/contrat | 8000 | |
| | - Lancer le processus de recrutement | | | UGP | 72500 | publication | 500 | | |
| Sous produit 3 : Bases de données sur l'alphabétisation mise en place et exploitable | - Lancer le processus de recrutement | X | | | 72500 | publication | 500 | | |
| | - Réaliser l'enquête | | | Prestataire | 72400 | communication | 2,000 | | |
| | - Valider les résultats de l'enquête | X | 4000 | | 74500 | divers | 1,000 | | |
| | - Informer les parties prenantes de l'existence de la base de données | X | | | | | | | |
| | - Faire le suivi | X | | | | | | | |
| | Sous Total | | | | | | | 14,000 | |
| SP3. REGION : Mettre en place et rendre exploitable la base de données au niveau des régions de concentration (pour mémoire) | | | | | | | | | |
| Sous produit 3 : Bases de données sur l'alphabétisation mise en place et exploitable | - Rédiger les TDR pour recruter les consultants ou le cabinet pour la collecte des données | X | | | | | | | |
| | - Lancer le processus de recrutement | X | | | | | | | |

| | | | | | | | | | |
|---|--|---|---|---|---------------|---------------|---------------------|-------|---------------|
| <p>Sous produit 4 : Les firmes intervenant dans les zones couvertes sont formées aux normes</p> <p>Baseline 2008 : - 40 partenaires sociaux formés</p> <p>Cible 2009 : - 50 partenaires sociaux formés</p> | <p>- Lancer le processus de recrutement</p> <p>- Réaliser l'enquête</p> <p>- Valider les résultats de l'enquête</p> <p>- Informer les parties prenantes de l'existence de la base de données</p> <p>- Faire le suivi</p> | X | X | X | X | Equipe Région | 4000 | | |
| SP4. Act 1 Diffuser les Normes pour la conduite et la pratique de campagne d'alphabétisation | | | | | | | | | |
| - Informer et former les régions et DREN sur les normes de classification | X | X | X | X | UGP | 72400 | communication | 700 | |
| - Identifier les bonnes pratiques existantes comme modèles répondant aux normes | X | X | X | X | UGP | 72100 | sous contrat | 5,000 | |
| - Elaborer les supports de capitalisation : documentation, films, photos, dépliants | X | X | X | X | Prestataire | 74500 | divers | 1,000 | |
| - Valider techniquement les supports | X | X | X | X | UGP | 72400 | communication | 1,000 | |
| - Diffuser les supports | X | X | X | X | UGP | 74200 | impression | 5,000 | |
| - Effectuer le suivi sur l'application de la classification des normes | X | X | X | X | UGP | 71600 | mission | 1,000 | |
| - Faire le suivi | X | X | X | X | UGP | 71300 | Perst.serv. | 4,000 | |
| Sous Total | | | | | | | | | 17,700 |
| SP4. Act 2 : Informer et former les firmes d'alphabétisation des régions d'intervention (pour mémoire) | | | | | | | | | |
| - Elaborer un curriculum pour la formation | X | X | X | X | Equipe Région | | | | |
| - Lancer le processus de recrutement du consultant | X | X | X | X | Equipe Région | | | | |
| - Réaliser les formations | X | X | X | X | PNUD | 71600 | mission | 3,000 | |
| - Effectuer le suivi post formation | X | X | X | X | PNUD | | | | 3,000 |
| Sous Total | | | | | | | | | 3,000 |
| Total Sous Produit 4 | | | | | | | | | 20,700 |
| SP 5. Act 1 Réaliser et valider le diagnostic des besoins | | | | | | | | | |
| - Elaborer les TDR pour réaliser le diagnostic | | | | | UGP | 72100 | contrat & s/contrat | 4,000 | |
| - Lancer le processus de recrutement du prestataire | | | | | UGP | 74500 | divers | 400 | |
| - Réaliser l'étude | | | | | UGP | 72500 | publication | 500 | |
| - Faire le suivi de l'exécution de l'étude | | | | | | | | | |
| - Valider les résultats de l'étude | | | | | | | | | |
| Sous total | | | | | | | | | 4,900 |
| <p>Output 2</p> <p>2.5.2 Des ressources supplémentaires sont mobilisables pour l'alphabétisation</p> | <p>Sous produit 5 : Le fonds national pour l'alphabétisation est mis en place et opérationnel</p> | | | | | | | | |
| <p>Baseline 2008 : - Aucun fonds</p> | | | | | | | | | |

2

rw

Cible 2009 :

- Fonds disponible et fonctionnel

| SP5. Act 2 Effectuer les plaidoyers et la sensibilisation auprès des Partenaires financiers pour mobiliser les ressources | | | | | | | | | |
|---|---|--|--|-------------|--|------|--|-------|---------------|
| - Elaborer les TDR pour le Communicateur - Lancer le processus de recrutement du consultant - Concevoir et faire valider les outils de communication (dépliants, cd, ...) - Réaliser les rencontres auprès de chaque Partenaire financier - Organiser une table ronde des bailleurs en concertation avec les projets partenaires - Faire le suivi des partenariats | X | | | UGP | | | | 72100 | 4,000 |
| | X | | | Prestataire | | | | 72400 | 3,000 |
| | X | | | | | 4000 | | 74200 | 1,500 |
| | | | | | | | | 72700 | 2,000 |
| | | | | | | | | 72700 | 2,000 |
| | | | | | | | | 74500 | 500 |
| Sous Total | | | | | | | | | 13,000 |
| SP5. Act 3 : Définir le mécanisme de gestion et de responsabilités fiduciaires | | | | | | | | | |
| - Elaborer les TDR du prestataire spécialiste - Lancer le processus de recrutement - Réaliser le mécanisme de gestion et de responsabilités fiduciaires - Faire le suivi de la réalisation - Valider les résultats par le Comité de Projet | X | | | | | | | 72500 | 500 |
| | X | | | UGP | | | | 72100 | 4,000 |
| | | | | | | 4000 | | 74500 | 300 |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| Sous Total | | | | | | | | | 4,800 |
| SP5. Act 4 : Définir le mécanisme d'accès au Fonds (manuel de procédures, modalités d'accès, gestion,...) | | | | | | | | | |
| - Elaborer les TDR pour recruter le prestataire - Lancer le processus de recrutement - Définir le mécanisme de gestion et de responsabilités fiduciaires - Faire le suivi de la réalisation - Valider les résultats par le Comité de Projet | X | | | | | | | 72500 | 500 |
| | X | | | UGP | | | | 72100 | 4,000 |
| | | | | | | 4000 | | 74500 | 300 |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| Sous Total | | | | | | | | | 4,800 |
| SP5. Act 5 : Analyser les capacités des structures existantes en matière de gestion de fonds, IMF ou Banques primaires | | | | | | | | | |
| - Elaborer les TDR pour recruter le consultant - Lancer le processus de recrutement - Faire le suivi de la réalisation de l'étude - Valider les résultats par le Comité de Projet | X | | | | | | | 72100 | 4,000 |
| | X | | | UGP | | | | 74500 | 300 |
| | | | | | | 4000 | | 72500 | 500 |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| Sous Total | | | | | | | | | 4,800 |

2

644

| SP5. Act 6 : Négocier le partenariat pour la gestion du fonds et conclure le partenariat | | | | | | | | | | |
|--|--|---|---|--|--|--|--|-------|-------------------------|----------------|
| - Réaliser une campagne de communication sur la création du fonds | | X | | | | | | 72400 | communication | 4,000 |
| - Faire un plaidoyer auprès des partenaires | | X | | | | | | 74500 | divers | 300 |
| - Conclure des conventions de partenariat pour la gestion du fonds | | | X | | | | | 4000 | | |
| - Faire le suivi des conventions de partenariat | | | | | | | | | Prestataire | |
| | | | | | | | | | | X |
| Sous Total | | | | | | | | | | 4,300 |
| SP5. Act 7 : Communiquer les informations sur le fonds et ses modalités d'accès au public et | | | | | | | | | | |
| - Elaborer les TDR pour le communicateur | | X | | | | | | 72100 | contrat & s/contrat | 4,000 |
| - Lancer le processus de recrutement | | X | | | | | | 72400 | communication | 3,000 |
| - Concevoir des outils de communication | | X | | | | | | 74200 | duplication | 4,000 |
| - Réaliser une campagne de communication sur le fonds | | | X | | | | | 72500 | publication | 500 |
| - Faire valider les outils | | | X | | | | | | | |
| - Dupliquer les outils | | | X | | | | | | | |
| - Effectuer la diffusion des informations | | | X | | | | | | | |
| Sous Total | | | | | | | | | | 11,500 |
| SP5. Act 8 : Contribuer au Fonds | | | | | | | | | | |
| - Transférer la contribution du PNUD | | | X | | | | | 72600 | grants | 50,000 |
| - Faire le suivi des partenariats | | | X | | | | | 72400 | communication | 2,000 |
| Sous Total | | | | | | | | | | 52,000 |
| Total Sous-produit 5 | | | | | | | | | | 100,100 |
| SP 6. Act 1 : Partager les acquis de Madagascar en matière d'alphabétisation | | | | | | | | | | |
| - Procéder à l'inscription de Madagascar aux différents réseaux internationaux | | X | | | | | | 72400 | communication | 2,000 |
| - Participer régulièrement et activement aux réseaux nationaux et internationaux | | X | | | | | | 71600 | voyages et déplacements | 12,000 |
| - Organiser les voyages d'échanges | | | X | | | | | | | |
| - Faire le suivi de l'application des connaissances | | | X | | | | | | | |
| - Analyser les impacts des échanges | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | X |
| Total Sous-produit 6 | | | | | | | | | | 14,000 |
| SP7. Act 1 Rendre opérationnel et sécuriser les ressources humaines, biens et équipement du Projet | | | | | | | | | | |
| - Mettre à disposition du projet les ressources humaines, techniques et financières | | X | X | | | | | 71300 | pers.res. | 30,000 |
| - Elaborer le Plan de passation de marché | | X | | | | | | 73400 | entretien véhicule | 10,000 |

Sous produit 6 :
Les échanges des connaissances et meilleures pratiques sont promues
Baseline 2008 :
Non inscrit
Cible 2009 :
Au moins 4

Sous produit 7 :
Les objectifs et les résultats attendus du projet sont atteints

TABLEAU PLURIANNUEL (actualisé Mai 2009)

PROJET APPUI A L'ALPHABETISATION

EFFET UNDAF : La population la plus pauvre des zones les plus vulnérables bénéficie d'une éducation équitable et de qualité

| PRODUITS | SOUS-PRODUITS | INDICATEURS | ACTIVITES par ordre chronologique | Entités responsables | Partenaires Responsable | Année de réalisation | | |
|--|--|---|---|-------------------------|-----------------------------------|----------------------|------|------|
| | | | | | | 2008 | 2009 | 2010 |
| 1. Le ministère en charge de l'éducation, les régions et les structures locales sont capables de concevoir, de mettre en œuvre de faire le suivi évaluation des stratégies d'alphabétisation | 1.1 Cadre institutionnel et réglementaire défini et opérationnel | Organigramme de la Direction de l'Alphabétisation disponible | 1.1.1 Identifier les structures concernées par l'alphabétisation (STD, CTD, Société Civile...) ainsi que les actions, acteurs, partenaires, méthodes et résultats...autour de l'alphabétisation | MENRS DALPHA | CTD, Partenaires sociaux (firmes) | x | | |
| | | Structures, actions, acteurs, partenaires, méthodes disponibles | 1.1.2 Organiser les Etats Généraux de l'alphabétisation des jeunes, des adolescents, et adultes. (partenaires, société civile, Associations, STD, CTD) | MENRS DALPHA | CTD, Partenaires sociaux (firmes) | x | | |
| | | Mécanisme institutionnel disponible | 1.1.3 Définir et valider avec toutes parties prenantes le mécanisme institutionnel de l'alphabétisation | MENRS DALPHA | CTD, Partenaires sociaux (firmes) | x | | |
| | | Plan de couverture des gaps de capacité disponible | 1.1.4 Déterminer les gaps de capacité et établir un plan de couverture de ces gaps | MENRS DALPHA | | x | | x |
| | | Programme intégré considérant le genre disponible | 1.1.5 (1) Effectuer l'étude sur l'intégration du genre et des handicapés dans le Document de Programme national d'alphabétisation | MENRS DALPHA PNUD | CTD, Partenaires sociaux (firmes) | | x | |
| | | Nombre de responsables formés | 1.1.5 (2) Former les premiers responsables sur les Normes de références | MENRS DALPHA PNUD | | | x | * |
| | | Normes de références validées disponibles | 1.1.6 Définir et valider les normes de référence de l'alphabétisation | MENRS DALPHA | CTD, Partenaires sociaux (firmes) | | x | |
| Document de classification disponible | 1.1.7 Créer et valider un système de classification de firmes | MENRS DALPHA PNUD | CTD, ; Partenaires sociaux (firmes) | | x | x | | |

R


mg

| PRODUITS | SOUS-PRODUITS | INDICATEURS | ACTIVITES par ordre chronologique | Entités responsables | Partenaires Responsables | Année de réalisation | | | |
|---|--|---|--|-----------------------------------|-----------------------------------|----------------------|------|------|------|
| | | | | | | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
| 1.2 Dispositif de suivi et évaluation des actions d'alphabétisation mis en place et opérationnel | 1.2 Dispositif de suivi et évaluation des actions d'alphabétisation mis en place et opérationnel | Nombre de missions de suivis effectués ; rapports disponibles (réalisation, suivi) Plan de couverture disponible | 1.4.1 Concevoir et valider le mécanisme national de système de suivi évaluation de l'alphabétisation | MENRS DALPHA PNUD | CTD, Partenaires sociaux (firmes) | X | X | | |
| | | | 1.4.2 Identifier les gaps de capacité du mécanisme et assurer une couverture de ces gaps | MENRS DALPHA | | X | | X | |
| | | | 1.2.1 Elaborer la méthodologie de mise en place d'une base de données sur l'analphabétisme, intégrant le genre et les handicapés | STD PNUD | | X | X | | |
| 1.3 Bases de données sur l'alphabétisation disponible et exploitable | Informations sur l'alphabétisation désagrégées par sexe disponibles sur les Régions. Données disponibles et accessibles à tous les niveaux du MENRS | 1.2.2 Mettre en place et rendre exploitable la base de données | MENRS DALPHA PNUD | CTD, Partenaires sociaux (firmes) | X | X | | X | |
| | | 1.2.3 Mettre en place et rendre exploitable la base de données au niveau des régions de concentration | Régions PNUD STD | | X | X | X | X | |
| | | 1.3.1 Définir de façon participative « les cahiers de charge » des parties prenantes (CTD : régions, communes, fokontany) | MENRS DALPHA | | X | | | | |
| 1.4 Capacités des CTD's renforcées en matière de planification, de maîtrise d'ouvrage et de suivi d'actions d'alphabétisation | Cahier de charges disponible Liste des besoins (financiers, techniques, matériels) | 1.3.2 Déterminer les gaps de capacités et les besoins en moyens de travail aux différents niveaux (Régions, Communes et Fkt) et assurer un plan de couverture de ces gaps | Régions | DALPHA | | X | | X | |
| | | 1.3.3 Evaluer les besoins en moyens financiers des structures CTD pour la mise en œuvre de la Politique Nationale d'Alphabétisation | Régions | | | X | | X | |
| | | 1.5.1 Diffuser les normes pour la conduite et pratique de campagne d'alphabétisation | MENRS DALPHA PNUD, Régions | | | X | X | X | X |
| 1.5 Firmes intervenant dans les zones couvertes formées aux normes | Documents de normes disponibles Nombre de firmes professionnelles d'Alphabétisation | 1.5.3 Informer et former les firmes d'alphabétisation des régions d'intervention | MENRS DALPHA PNUD, Régions | DALPHA | | X | X | X | X |
| | | | | | | X | X | X | X |

A

rwy

| | | | | | | | | | | | |
|--|---|---|--|-------------------------------------|---|--|--------------------------|---|---|---|---|
| 2. Des ressources supplémentaires sont mobilisables pour l'alphabétisation afin de permettre l'atteinte des objectifs du MAP (engagement 3) et de l'OMD | 2.1 . Un fonds national pour l'alphabétisation est mis en place | Document de stratégies de communication disponible | 2.1.1 Réaliser et valider le diagnostic des besoins | MENRS DALPHA PNUD Régions | CTD, Partenaires sociaux (firmes) DALPHA | X | X | X | | | |
| | | Mécanisme disponible | 2.1.2 Effectuer les plaidoyers et la sensibilisation auprès des Partenaires financiers pour mobiliser les ressources | MENRS PNUD Régions | | X | X | X | | | |
| | | Mécanisme de gestion disponible | 2.1.3 Définir le mécanisme de gestion et de responsabilités fiduciaires | MENRS PNUD | | X | | | | | |
| | | Mécanisme d'accès au Fonds disponible | 2.1.4 Définir le mécanisme d'accès au Fonds (manuel de procédures, modalités d'accès, etc...) | MENRS PNUD | | X | | | | | |
| | | Rapport d'analyse disponible | 2.1.5 Analyser les capacités des structures existantes en matière de gestion de fonds | MENRS PNUD | | X | | | | | |
| | | Protocole d'accord disponible | 2.1.6 Négocier le partenariat pour la gestion du fonds et conclure le partenariat | MENRS PNUD | | X | | | | | |
| | | Informations sur le Fonds disponibles | 2.1.7 Communiquer les informations sur le fonds et ses modalités d'accès au public et aux parties prenantes | MENRS PNUD | | X | X | X | | | |
| | | Montant Fonds alloués | 2.1.8 Contribuer au Fonds | PNUD | | X | | | | | |
| | | 3.1 Les échanges des connaissances et meilleures pratiques sont promues | | Nombre de participation aux réseaux | | 3.1.1 Partager les acquis de Madagascar en matière d'alphabétisation | MENRS PNUD Régions | | X | X | X |
| | | | | | | | | | | | |


Cornéille Agossou
 Représentant Résident Adjoint (P)

11 JUN 2009



PROCUREMENT PLAN FOR YEAR 2009 - ALPHABETISATION

| N° | Procurement Activity Description | Qty | Est. Value (USD) | Procurement method | | | Committee review/approval | | | Estimated delivery | | | | | Comments | | | |
|----|--|-----|------------------|--------------------|-----|-----|---------------------------|----|-----|--------------------|-----|-----|-----|-----|----------|-----|-----|-----|
| | | | | Direct | RFQ | ITB | RFP | No | CAP | ACP | Jun | Jul | Aug | Sep | | Oct | Nov | Dec |
| 01 | SP1 Act 1 Recruter un consultant pour la révision du Programme national d'Alphabétisation et l'intégration du genre et des handicapés | 1 | 4,000 | X | | | | | x | | | | | | | | | |
| 02 | SP1 Act 2 Recruter un consultant pour la formation sur les Normes de références de l'Alphabétisation | 1 | 4,000 | X | | | | | x | | | | | | | | | |
| 03 | SP2 Act 1 Recruter un consultant responsable de la communication pour concevoir le mécanisme national de suivi évaluation de l'alphabétisation | 1 | 25,000 | X | | | | | x | | | | | | | | | |
| 04 | SP3 Act 1 Recruter un consultant pour élaborer la méthodologie de mise en place d'une base de donnée sur l'analphabétisme | 1 | 2,000 | X | | | | | x | | | | | | | | | |
| 05 | SP3 Act2 Recruter un cabinet ou des consultants pour mettre en place et rendre exploitable la base de données | 1 | 8,000 | X | | | | | x | | | | | | X | | | |
| 06 | SP4 Act1 Recruter un consultant spécialiste en communication pour la diffusion des normes d'alphabétisation | 1 | 5,000 | X | | | | | | x | | | | | X | | | |
| 07 | SP5 Act1 Recruter un consultant pour réaliser le diagnostic des besoins en financement du secteur de l'Alphabétisation | 1 | 4,000 | X | | | | | x | | | | | | X | | | |
| 07 | SP5 Act1 Recruter un consultant spécialiste en communication pour la mobilisation des ressources auprès des bailleurs | 1 | 8,000 | X | | | | | x | | | | | | X | | | |
| 08 | SP5 Act3 et 4 Recruter un consultant pour définir le mécanisme de gestion et de responsabilités fiduciaires et le mécanisme d'accès au Fonds ainsi que l'analyse des capacités des structures existantes | 1 | 8,000 | X | | | | | x | | | | | | X | | | |
| 09 | Sp5 Act7 Recruter un consultant spécialiste en communication pour la promotion du Fonds national de l'Alphabétisation | 1 | 4,000 | X | | | | | x | | | | | | X | | | |
| 10 | SP5 Act 8 Contribuer au Fonds | 1 | 50,000 | X | | | | | | x | | | | | X | | | |
| 11 | SP7 Act 1 Procéder à l'achat d'équipements informatiques, équipement de sécurité et autres.... Procéder à diverses publications/impressions | 1 | 20,000 | X | | | | | x | | | | | | X | | | |
| | TOTAL | | 142,000 | | | | | | | | | | | | | | | |

RFQ : REQUEST FOR QUOTATION (Achat < 100 000 USD)

ITB : INVITATION TO BID (Achat > 100 000 USD)

RFP : REQUEST FOR PROPOSAL (Achat > 100 000 USD)

ANNEXES

Tableau des risques.

Termes de référence du Comité de Projet

Termes de référence des personnes-clés.



Système des Nations Unies
Bureau du Coordonnateur Résident

**NOTE VERBALE SUR LES MODALITES DE GESTION DES OPERATIONS
ET DES PROGRAMMES EN SITUATION DE DEVELOPPEMENT SPECIAL**

Depuis le 17 mars 2009, Madagascar vit dans une situation de crise politique caractérisée par une prise de pouvoir anticonstitutionnel. D'un côté, le régime de fait n'est pas reconnu par la communauté internationale ; il souffre de légalité, de légitimité et de représentativité. Les structures étatiques sont remplacées par des organes de transition : les deux Chambres du Parlement sont dissoutes. Les nominations de nouveaux hauts responsables, de hauts fonctionnaires et de techniciens sont en cours. De l'autre côté, les Légalistes procèdent à la constitution d'un autre Gouvernement.

En ligne avec les instructions du Département des Affaires Politiques, les différentes opérations relatives aux projets de développement qui se font en période normale avec les institutions gouvernementales sont devenues difficiles du fait de la non reconnaissance du gouvernement de transition par la communauté internationale. L'Equipe de pays réalise qu'elle ne peut mener les actions comme à l'accoutumée et constate les multiples contraintes dans la gestion quotidienne de ses opérations et programmes. L'Equipe de pays s'est réunie le 09 Avril et a décidé de réfléchir sur les modalités qui lui permettent de mener les actions humanitaires destinées aux couches les plus vulnérables et de poursuivre les actions de développement jugées prioritaires.

Le 22 avril, l'Equipe de pays définit la situation de Madagascar comme «pays en situation spéciale de développement ». Selon cette modalité prévue par les dispositions relatives à la gestion des programmes du PNUD (voir copie en annexe), les dispositions suivantes sont prises, sous réserve pour chaque agence de les faire valider par son bureau régional ou Siège :

- Les documents de projets et plans de travail conformes aux CPAP et autres descriptifs de programmes adoptés avant l'avènement du régime de transition seront signés désormais par les seuls représentants des agences ou leurs mandataires. Les projets ainsi signés seront mis en œuvre directement par les agences concernées.
- Les achats et les recrutements sur les projets déjà signés ou à venir se feront directement par les agences elles-mêmes. Par conséquent, les contrats concernés seront signés par les agences.
- La sécurité du staff ainsi recruté doit se conformer au MOSS
- La capacité du staff des agences sera renforcée pour mieux répondre aux nouvelles modalités de gestion

- Compte tenu des risques accrus qui pèsent sur les ressources mises à disposition par les agences au profit des partenaires nationaux, l'impact de la situation sociopolitique actuelle sur l'application du HACT sera évalué par un groupe de travail ad hoc afin de définir les mesures à prendre en la matière.

Les nouvelles dispositions prennent effet à compter de la signature de la présente note et ce, pour une période de trois mois, à l'issue de laquelle une évaluation de la situation sera faite. Si la crise sociopolitique perdure, elles peuvent être prolongées pour une période supplémentaire de trois mois sur autorisation des bureaux régionaux, et de 6 mois sur approbation de l'Administrateur Associé.